

Demande déposée le 22/12/2025

Par :	<b>HABITAT DAUPHINOIS</b> représentée par Monsieur POULY Pascal
Demeurant à :	<b>20 Rue Balzac</b> <b>26000 VALENCE</b>
Sur un terrain sis à :	<b>Avenue du Docteur Turc</b> <b>38980 VIRIVILLE</b> <b>561 AD 409, 561 AD 553</b>
Nature des Travaux initiaux :	<b>Création d'une résidence séniors de 24 logements répartis sur 11 bâtiments et d'une salle communale</b>

Surface de plancher créée :  
1709 m²

### Le Maire de VIRIVILLE

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants,  
Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvé le 26 novembre 2019,  
Vu la Modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvée le 13 décembre 2021,  
Vu la Modification de droit commun n°2 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvée le 10 juillet 2023,  
Vu la Modification Simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvée le 1er juillet 2024,  
Vu la Modification de droit commun n°3 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvée le 29 septembre 2025,  
Vu la Modification de droit commun n°4 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvée le 17 novembre 2025,

Vu le PC 038 561 23 10002 accordé le 26/10/2023 à la SA HABITAT DAUPHINOIS représentée par Monsieur POULY Pascal,

- Pour création d'une résidence séniors de 24 logements répartis sur 11 bâtiments et d'une salle communale
- Sur un terrain situé Avenue du Docteur Turc
- Pour une surface de plancher créée de 1709 m²

Vu la demande de permis de construire modificatif présentée le 22/12/2025 par la SA HABITAT DAUPHINOIS représentée par Monsieur POULY Pascal, affichée en mairie le 08/01/2026,

La demande de modification porte sur :

- Demande de modification d'une autorisation en cours de validité
- *La présente demande de permis de construire modificatif a pour objet de régulariser les modifications et adaptations mineures (mises au point techniques et normatives) qui ont été faites sur le projet lors de la réalisation et du suivi des travaux.*
- *Les cheminements horizontaux [piétons] seront réalisés en béton balayé. La placette est conservée en stabilisé.  
Les pergolas ont été supprimées du programme.  
Modification d'une des deux teintes d'enduit des façades : teinte Pierre Grisée FN0277 remplacée par Gris Brun FN1070.*

*Les volets roulants ont été assortis aux teintes des menuiseries extérieures : Blanc Cassé GN0188.*

*Les portes d'entrées ont été assorties aux teintes des menuiseries extérieures : Blanc Cassé GN0188.*

*Les portes des garages ont été assorties aux teintes des autres menuiseries extérieures : Blanc Cassé GN0188.*

*Les portes des celliers ont été assorties aux teintes des menuiseries extérieures : Blanc Cassé GN0188.*

*Des coffrets électriques ont été intégrés au droit de chaque entrée des villas.*

*Les modules extérieurs des pompes à chaleur ont été implantés au droit de chaque terrasse des villas.*

*Le matériau des poteaux de la salle communale a été modifié (poteaux métalliques remplacés par des poteaux béton). Mise en place d'un coffret électrique et d'un groupe extérieur de pompe à chaleur + habillage gris anthracite.*

*La teinte des façades des garages est uniformisée : enduit gratté ou frotté fin teinte pierre claire coloris F20886.*

### **ARRETE**

**Article 1 :** Le permis de construire modificatif est accordé pour le projet décrit dans la demande susvisée.

**Article 2 :** Le présent arrêté n'a pas pour effet de proroger le délai de validité du permis de construire initial.

**Article 3 :** Les prescriptions mentionnées sur le permis de construire d'origine sont maintenues.

VIRIVILLE,  
Le 22/01/2026  
Le Maire  
Par délégation  
Frédéric Deleue  
1<sup>er</sup> adjoint



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 421-2-4 du Code de l'Urbanisme. Elle est exécutoire à compter de sa transmission, le

---

#### **INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

---

##### **- DELAIS ET VOIE DE RECOURS :**

**I. Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux dans les **DEUX MOIS** à partir de la transmission de la décision attaquée.

**II. Il peut également dans un délai d'UN MOIS suivant la date de sa notification,** saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite.

**III. Par ailleurs, conformément à l'article L 412-2 du code des relations entre le public et l'administration, un recours administratif préalable peut être obligatoire lorsque le projet- situé en abords de monuments historiques - a été refusé ou comporte des prescriptions qui sont la traduction du refus d'accord ou des conditions exprimées par l'architecte des bâtiments de France. "**

**IV. Conformément à l'article L .600-12-2 du code de l'urbanisme, le délai des recours contentieux - mentionné ci-dessus au I. - contre une décision n'est pas prorogé par l'exercice d'un recours hiérarchique (II.) ou gracieux (III.)**

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment : *obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...*) qu'il appartient au bénéficiaire de l'autorisation de respecter.

- **VALIDITE** : Le permis est périmé si les constructions ne sont pas entreprises dans le délai de trois ans à compter de sa délivrance ou si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Sa prorogation pour une année peut être demandée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

- **AFFICHAGE** : Mention du permis doit être affichée sur le terrain par le bénéficiaire dès sa notification et pendant toute la durée du chantier, et au moins pendant deux mois. Il est également affiché en mairie pendant deux mois.

**ASSURANCE DOMMAGE-OUVRAGES** : Elle doit être souscrite par le maître d'ouvrage de travaux de bâtiment avant l'ouverture du chantier, dans les conditions prévues par les articles L 242-1 et suivants du code des assurances.

